

IL Y A 19 ANS UN MASSACRE RACISTE EN PLEIN PARIS

Paris, 17 octobre 1961,
vers 20 heures 30.

Une colonne de manifestants
sur les grands boulevards,
peu avant l'assaut
policiier.

*Le 17 octobre 1961, entre
140 et 200 manifestants
algériens étaient tués en
plein centre de la capitale.
Qui s'en souvient ?*

*Il y a quelques jours, 150.000
personnes défilaient à Paris,
toutes appartenances confondues,
pour condamner avec force les
coupables inconnus de l'assassinat
de quatre personnes devant une
synagogue. « Paris anti-raciste »
frémisaient les manchettes
d'Hersant, les radios, les télé, les
ministres, les leaders spirituels,
tout ce que la France compte
d'autorités. Ah ! le noble sursaut.*

*Murmurer l'indécence de cette
unanimité précipitée,
l'extravagance des propos tenus,
c'était faire œuvre basse,
endommager la riposte, ne rien
comprendre à l'importance de
l'enjeu. Et pourtant, quelle
indécence, quelle extravagance, il
y avait à nous répéter à longueur
de journées que c'était grave
parce que ça recommençait
comme au temps des nazis.
Comme si, depuis, la France avait
été épargnée par le virus raciste.*

*Depuis les nazis vraiment ?
Aujourd'hui 17 octobre, un
souvenir sinistre remonte. Il y a
dix-neuf ans, le 17 octobre 1961,
s'accomplissait dans les mêmes
rues où l'on défilait il y a
quelques jours un sanglant
massacre raciste. Contre une
manifestation totalement pacifique
de gens qui par dizaines de
milliers protestaient justement
contre une mesure raciste :
l'imposition d'un couvre-feu à
toute la population algérienne de
Paris et à elle seule. On dénombra
officiellement 140 morts. Ils
étaient tous Algériens.*

*Depuis, tout, tout, a été fait
pour imposer l'oubli de ce soir où
Paris fut raciste et où sa police
chassa le faciès dans les rues. Et
on y est parvenu. Quel formidable
anti-racisme que celui qui repose
sur un si formidable refoulement.*

Lire pages 20 et 21.



Il y a dix-neuf ans,

La répression sauvage (plusieurs centaines de morts) d'une manifestation antiraciste des immigrés algériens de la capitale

OCTOBRE SANGLANT A PARIS

Le 17 octobre 1961, à huit heures du soir, des dizaines de milliers d'Algériens, répondant à un mot d'ordre de la fédération de France du FLN, franchissaient les portes de Paris et descendaient manifester sur les boulevards de la capitale. Surgis de Nanterre, de Gennevilliers, de Sannois, de Saint Denis, du XXème, de la Goutte d'Or, des hommes, des femmes, des enfants de tous âges s'organisaient en cortèges et marchaient. Un silence terrible sur les boulevards. Onze jours auparavant, le gouvernement avait déclaré « le couvre-feu raciste. » Il était interdit à tout Algérien de sortir de chez lui après 20 heures. La mesure s'appliquait à Paris et dans toute la banlieue. La manifestation était organisée pour obtenir la levée du couvre-feu.

La consigne du FLN était très stricte : pas une arme, pas un bâton, pas un canif. Elle fut appliquée. Il n'y eut pas, ce soir-là, un seul blessé parmi les forces de l'ordre, toutes entières mobilisées. La répression fut par contre d'une violence inouïe. Boulevard de la Chapelle, on tira à la



Arrestation de masse dans la nuit du 17-18 octobre 1961 à Paris. (Photo Elie Kagan)

violence moutre. Boulevard de la Chapelle, on tira à la mitraillette sur la foule. Ailleurs, à l'Étoile, à Saint-Michel, des dizaines de manifestants furent matraqués ou croisés à mort par une police déchainée, ivre de meurtre. Mais ce n'était encore rien. La nuit du 17 au 18 octobre puis les jours suivants, les « ratonnades », la chasse au faciès, prirent des proportions démentielles. Les huit mille personnes arrêtées au cours de la manifestation furent, pour nombre d'entre elles, parquées plusieurs jours durant porte de Versailles et rejointes par des centaines d'autres, les jours suivants. 50 prisonniers furent massacrés de sang-froid dans la Cour de la Préfecture de police. Plusieurs dizaines abattus sommairement dans la rue, dans les commissariats ou Porte de Versailles. Plusieurs centaines après avoir été brutalement rossés furent jetés, vivants ou morts, dans la Seine d'où pendant de nombreux jours, on retira des cadavres. Quelques jours plus tard, à la tribune de l'Assemblée nationale, le ministre de l'Intérieur, R. Frey, assurait qu'il n'y avait eu que deux morts du côté algérien. Mais l'Inspection générale de la police porta bientôt le bilan à 140 morts, tandis que la fédération de France du FLN recensa 200 morts et, en outre, 400 disparus.

Telle était la police parisienne, il y a dix-neuf ans. En son sein, il y avait des réseaux fascistes, mais si nombreux furent les policiers qui participèrent aux massacres racistes que là n'était pas l'explication. Le gouvernement tint d'ailleurs à féliciter publiquement la police de son énergie. Car l'attitude des Parisiens, le 17 octobre, disait assez pourquoi la police avait ainsi quartier libre. Ils aidèrent la police, rigolèrent devant les cadavres de « bougnoules. » Aucun grand parti de gauche n'osa lancer le lendemain, comme le FLN le lui demandait, les ouvriers français dans la rue pour protester. Il n'y eut pas une minute de grève dans les usines. Et la censure taillada les journaux, les rares journaux, qui hurlèrent.

Vite, vite, on organisa le silence total autour de la boucherie. Avant d'écrire ces lignes, il m'a fallu, cinq fois, expliquer dans les couloirs de Libération, ce qui s'était passé le 17 octobre 61. Même à Libération !

Les chefs des assassins sont toujours parmi nous. Debré était premier Ministre, Chaban-Delmas présidait déjà l'Assemblée nationale. R. Frey était ministre de l'Intérieur. Il préside aujourd'hui la plus haute des institutions de la République, le Conseil constitutionnel. M. Papon n'était que préfet de police, il est aujourd'hui ministre de Giscard. Couvert par l'amnistie, et l'oubli de la honte.

J. Louis PENINOU

ON LES ENTASSA PAR MILLIERS PORTE DE VERSAILLES

Le plus hallucinant récit publié sur les folles journées racistes de Paris ne fut pas celui des manifestations elles-mêmes, mais le témoignage d'un soldat du contingent et de ses camarades envoyés, trois jours après, au parc des expositions à la Porte de Versailles où les Algériens, depuis trois jours, étaient parqués par milliers. Comme les Juifs l'avaient été au Vel d'hiv en 1942, comme les Chiliens le furent à Santiago en 1973. Il fut publié dans le numéro de novembre de « Vérité-Liberté », journal anticolonialiste le plus souvent interdit. Tout y est vrai.

Nous pénétrons dans le parc des expositions (les Algériens ont été transférés du palais des sports au parc des expositions dans la nuit de mercredi à jeudi, un concert du chanteur américain Ray Charles devant avoir lieu vendredi au Palais) par un porche où un grand nombre de policiers monte la garde. Une agitation intense règne à l'extérieur du parc. Des cars de police arrivent ou repartent accompagnés de motards ; des policiers armés discutent par petits groupes ou circulent, porteurs d'ordres ou de consignes ; des inspecteurs en civil, dossiers sous le bras, fendent la foule ; à la limite de la zone éclairée, des ombres casquées, fusil à l'épaule, surveillent les va-et-vient continuels. Sous le porche, à droite en entrant, une pièce est aménagée en salle de photographie ; sur la gauche, un réduit sombre où, mercredi, un camarade a vu six corps allongés. Par le porche, nous débouchons sur l'immense parc violemment éclairé. Un brouillard de poussière trouble la vue : le sol est recouvert de sable et de terre mélangés que des milliers de pas ont soulevé. Une sourde rumeur plane sur cette foule, mais l'oreille est surprise d'entendre si peu de bruit. Les grilles servant à maintenir la population lors des cérémonies officielles délimitent des parcs de quinze à vingt mètres de côté, séparés par des couloirs de trois à quatre mètres de large, où circulent les gardiens armés de fusil ou de pistolet-mitrailleur, chargeurs engagés. A l'intérieur de ces parcs, huit cents à mille Algériens attendent, les uns debout, pressés contre les grilles, les autres couchés à même le sol, blottis les uns contre les autres pour lutter contre le froid. Des waters de campagne, installés autour du parc contre les murs, répandent une odeur nauséabon-

de. Sur la droite en entrant, une tente de dix personnes sert d'infirmerie et d'hôpital. A gauche, quatre à cinq rangs de tables couvertes de dossiers constituent le centre de triage. Un haut-parleur permet de diffuser les ordres.

déchargement

Un car de police vient d'arriver bourré de Musulmans. Un camarade me fait signe ; nous sortons devant le Palais pour assister discrètement au « dévotement ». Vingt à trente policiers disposés en deux haies latérales derrière le véhicule sont chargés d'orienter les Algériens vers l'entrée : entre leurs mains, matraques en bois, en caoutchouc, planches de bois, nerfs de bœuf. A l'intérieur du car, un policier pousse les prisonniers à coups de crosse de fusil ou de mitraillette ; s'ils ne vont pas assez vite, les policiers qui les attendent au bas du marchepied les tirent violemment et les font tomber sur le béton. Les Algériens se présentent à la porte arrière des cars, sous la lumière aveuglante des projecteurs. Ils ont quinze à vingt mètres à franchir, mains sur la tête, entre le véhicule et l'entrée. Dès leur descente, ils sont frappés à coups de matraque, de nerf de bœuf, de crosse. Ceux qui, épuisés, tombent sur le ciment, ont droit aux coups de pied dans le ventre, dans les parties, sur la figure. Pour échapper aux coups, les Algériens se mettent à courir ; un croc-en-jambe les arrête. D'autres, précipités sur le ciment, ne se relèvent pas ; ils sont négligemment repoussés sur le côté. Nous en distinguons, grièvement blessés, qui se traînent sur les genoux sous la pluie des coups ; des jeunes se font casser les doigts et les avant-bras en se protégeant la tête ; une crosse de fusil se brise comme du bois sec sur le dos

d'un Musulman ; le policier se retire avec un air déçu. Les hurlements de peur et de souffrance poussés par les Algériens achèvent de rendre cette scène irréaliste. Un camarade, écouré, part vomir à l'écart.

Ces quinze mètres franchis, les Algériens sont fouillés par des « bâtons blancs » de la police parisienne. Briquets, lunettes, montres, ceintures, limes à ongles sont jetés pêle-mêle dans un coin. Souvent, l'argent est subtilisé en douce. Aucun inventaire individuel n'est dressé. Les objets jetés, peu à peu recouverts de poussière, piétinés, deviennent rapidement inutilisables. Des brocanteurs amateurs apparaissent bientôt. Qui pourrait les empêcher d'opérer ?

La fouille achevée, les Algériens sont orientés aussitôt — sans recevoir les soins urgents que beaucoup réclament — vers les différents parcs. De nouveaux coups contraignent les plus indolents à sauter les barrières en vitesse. L'ensemble des opérations, de l'arrivée du car à la répartition dans les parcs, n'a pas duré plus de dix minutes, mais dix longues minutes.

Quelques ordres sont encore échangés, et le car repart vers de nouvelles missions de transport. Les policiers effacent les traces de sang sur leurs « outils » et se dispersent. Le calme revient.

une médecine rudimentaire

Nous rentrons dans le parc. A droite du porche, une tente pour dix personnes, entourée de grilles, abrite des regards le service sanitaire, composé d'un docteur et de trois à quatre infirmiers. De nombreux policiers vont et viennent autour ou à l'intérieur de l'enceinte. Sous la tente, des « blouses blanches » s'efforcent

le 17 octobre 1961

de parer au plus pressé. Deux tables et quelques tabourets composent l'ameublement ; pas de lits de camp ; des planches et des couvertures isolent du sol les Algériens dont l'état est grave. Le matériel de soins comprend : alcool, savon liquide, eau oxygénée, mercurochrome, bandes, gaze, quelques petits ustensiles chirurgicaux. Un infirmier nous dit que tout cela suffit à peine aux plaies légères. « Pour les blessures profondes, nous n'avons ni sulfamides, ni antibiotiques ; pour soigner les fractures, les morceaux de bois que nous trouvons sur le sol nous servent d'attelles. Les hématomes, nombreux faute de soins, risquent d'entraîner des calcifications. Il y en a qui ne peuvent plus uriner à la suite des coups qu'ils ont reçu dans le ventre ; il faudrait les sonder, mais nous n'avons pas de sonde. Ceux qui ont des fractures du crâne ne peuvent pas être soignés, et meurent rapidement. Les bandages que nous possédons ne suffisent pas à maintenir les thorax enfoncés ou simplement les côtes cassées. Pour les agités, nous aurions besoin de calmants en piqûres : les Algériens refusent de prendre les comprimés de Phénergan de peur d'être empoisonnés. Ce sont souvent les policiers qui s'occupent d'eux. Ils les isolent dans des parcs individuels et souvent les endorment d'un coup de crosse. (il y a une dizaine de ces petites « cellules » dispersées autour du hall, entourées de deux ou trois sentinelles, avec, au centre, un Algérien couvert de sang). Ceux que l'on nous amène ici, nous les gardons, mais ils nous empêchent de travailler ; il faudrait les évacuer

ge » ou à la viande, quelques gâteaux secs ou du pain d'épice, parfois une orange, et de l'eau à volonté. Le déjeuner ne se termine jamais avant 19 ou 20 heures, et le dîner vers 1 heure du matin, une fois à 5 heures. Ce jour-là, nous avons vu arriver des Algériens qui n'avaient rien mangé depuis vingt-quatre et même quarante-huit heures. Depuis, ils mangent régulièrement et les rations sont en nombre suffisant ». S'ils se pressent contre les grilles et cherchent à resquiller pour la nourriture, c'est qu'ils ont faim. Les soldats leur ont expliqué que les parts n'étaient pas suffisantes ; ils ont nommé leur propre service d'ordre.

le racisme de la police

Laissant les soldats travailler, nous nous sommes ensuite promenés au hasard des parcs, parlant avec les policiers.

Les policiers nous ont dit :

« On est trop gentils ; pour que l'on soit débarrassés de tous ces ratons, il faudrait fermer le parc et les descendre à la grenade ou à la mitrailleuse. Au début, des meneurs cherchaient à faire des discours ; nous les avons attrapés et nous les avons « flingués ». Ni vu, ni connu ».

A des soldats qui amènent le café :

« Alors, c'est pour quand l'arsenic dans la nourriture ? ».

Entre eux :

« Il ne voulait pas sortir des waters ; j'ai tiré à travers la

crochons que c'est là la raison de l'accélération du processus de triage, très lent au début : l'impossibilité de garder huit mille hommes dans les conditions inhumaines du parc, à moins de vouloir provoquer un massacre collectif.

Lorsque nous pénétrons dans le parc, nous n'avons distingué d'abord que la grande foule silencieuse des détenus pressés contre les grilles, figés dans une immobilité presque absolue. De temps à autre, une sentinelle se précipite, et l'on voit le groupe refluer lentement, sans bousculade, devant la menace de la crosse levée, attentif au mouvement de celle-ci, puis, la menace écartée, revenir aussitôt dans le même silence, à la même place sans qu'une brèche se soit ouverte.

Dans les parcs, ils sont entassés, sales, barbus, les vêtements déchirés, couverts de poussière, de boue et de sang séché, des bandages ou des mouchoirs hâtivement posés sur les plaies, abandonnés. Aucun bruit, sinon ce bourdonnement confus de paroles échangées à voix basse et de pieds râclant le sol. Parfois, un cri, un mouvement, puis le calme à nouveau.

Les policiers n'éveillent aucune curiosité ; les deux mondes s'ignorent totalement.

Quand nous circulons dans les couloirs, des mains se tendent, des offres sont faites.

« Soldat, t'as pas une sèche ? Ton mégot, donne-le moi. Tu pourras t'en acheter quand tu sortiras. Moi, ça fait quatre jours que je n'ai pas fumé ».

Un billet de banque, des pièces

LE PEUPLE DES BIDONVILLES DESCENDU SUR LES BOULEVARDS

Georges Mattei fut un des rares français, en dehors de la police, à disposer assez rapidement d'une vue d'ensemble sur les événements du 17 octobre. Militant clandestin dans les réseaux de soutien à la résistance algérienne, il avait été chargé deux jours auparavant par la fédération de France du FLN de mettre en place en divers points de la can-

silencieux qui occupaient la ville.

La horde des « bougnoules, des ratons, des bicots, des biques, des troncs, des melons » avait mis ses vêtements du dimanche et se taisait, étonnée d'être parvenue jusque là, « manifestant » par sa seule présence.

Les radios de la police grésillaient, annonçant la nouvelle dans les commissariats et les voitures de patrouille : les bougnoules sont là ! Quelqu'un inventa qu'ils étaient armés et qu'il y avait déjà une dizaine de morts par balles du côté des forces de l'ordre.

Quand j'arrivai boulevard Bonne Nouvelle des coups de feu claquaient, les manifestants couraient vers la Porte Saint-Denis, la peur marquant les visages. Plus tard, quand je dus passer



Photo DR

française ! Etait-il syndiqué le chauffeur de panier à salade improvisé ? Etaient-ils syndiqués les chauffeurs de bus qui venant de Nanterre et de Puteau avec leur plein d'Algériens endimanchés faisaient des appels de phare Porte Maillot pour signaler leur cargaison de bougnoules à leurs collègues casqués ?

Quand je retrouvai Marthe, Pierre, Monique et les autres dans un café près de la Place du Trocadéro, leurs voix étranglées par l'émotion racontaient les costumes du dimanche, les épaules trempées, les crânes, les coups de crosse, les jambes et les bras cassés, les crânes cabossés, le sang, les barres de fer et puis surtout ces doigts énormes qui désignaient les victimes aux flics.

Cette nuit-là, la majorité des

le 17 octobre 1961

de parer au plus pressé. Deux tables et quelques tabourets composent l'ameublement ; pas de lits de camp ; des planches et des couvertures isolent du sol les Algériens dont l'état est grave. Le matériel de soins comprend : alcool, savon liquide, eau oxygénée, mercurochrome, bandes, gaze, quelques petits ustensiles chirurgicaux. Un infirmier nous dit que tout cela suffit à peine aux plaies légères. « Pour les blessures profondes, nous n'avons ni sulfamides, ni antibiotiques ; pour soigner les fractures, les morceaux de bois que nous trouvons sur le sol nous servent d'attelles. Les hématomes, nombreux faute de soins, risquent d'entraîner des calcifications. Il y en a qui ne peuvent plus uriner à la suite des coups qu'ils ont reçus dans le ventre ; il faudrait les sonder, mais nous n'avons pas de sonde. Ceux qui ont des fractures du crâne ne peuvent pas être soignés, et meurent rapidement. Les bandages que nous possédons ne suffisent pas à maintenir les thorax enfoncés ou simplement les côtes cassées. Pour les agités, nous aurions besoin de calmants en piqûres : les Algériens refusent de prendre les comprimés de Phénergan de peur d'être empoisonnés. Ce sont souvent les policiers qui s'occupent d'eux. Ils les isolent dans des parcs individuels et souvent les endorment d'un coup de crosse. (Il y a une dizaine de ces petites « cellules » dispersées autour du hall, entourées de deux ou trois sentinelles, avec, au centre, un Algérien couvert de sang). Ceux que l'on nous amène ici, nous les gardons, mais ils nous empêchent de travailler ; il faudrait les évacuer

ge » ou à la viande, quelques gâteaux secs ou du pain d'épice, parfois une orange, et de l'eau à volonté. Le déjeuner ne se termine jamais avant 19 ou 20 heures, et le dîner vers 1 heure du matin, une fois à 5 heures. Ce jour-là, nous avons vu des Algériens qui n'avaient rien mangé depuis vingt-quatre et même quarante-huit heures. Depuis, ils mangent régulièrement et les rations sont en nombre suffisant ». S'ils se pressent contre les grilles et cherchent à resquiller pour la nourriture, c'est qu'ils ont faim. Les soldats leur ont expliqué que les parts n'étaient pas suffisantes ; ils ont nommé leur propre service d'ordre.

le racisme de la police

Laissant les soldats travailler, nous nous sommes ensuite promenés au hasard des parcs, parlant avec les policiers.

Les policiers nous ont dit :

« On est trop gentils ; pour que l'on soit débarrassés de tous ces rats, il faudrait fermer le parc et les descendre à la grenade ou à la mitrailleuse. Au début, des meneurs cherchaient à faire des discours ; nous les avons attrapés et nous les avons « flingués ». Ni vu, ni connu ».

A des soldats qui amènent le café :

« Alors, c'est pour quand l'arsenic dans la nourriture ? ».

Entre eux :

« Il ne voulait pas sortir des waters ; j'ai tiré à travers la

crochons que c'est là la raison de l'accélération du processus de triage, très lent au début : l'impossibilité de garder huit mille hommes dans les conditions inhumaines du parc, à moins de vouloir provoquer un massacre collectif.

Lorsque nous pénétrons dans le parc, nous n'avons distingué d'abord que la grande foule silencieuse des détenus pressés contre les grilles, figés dans une immobilité presque absolue. De temps à autre, une sentinelle se précipite, et l'on voit le groupe refluer lentement, sans bousculade, devant la menace de la crosse levée, attentif au mouvement de celle-ci, puis, la menace écartée, revenir aussitôt dans le même silence, à la même place sans qu'une brèche se soit ouverte.

Dans les parcs, ils sont entassés, sales, barbus, les vêtements déchirés, couverts de poussière, de boue et de sang séché, des bandages ou des mouchoirs hâtivement posés sur les plaies, abandonnés. Aucun bruit, sinon ce bourdonnement confus de paroles échangées à voix basse et de pieds râclant le sol. Parfois, un cri, un mouvement, puis le calme à nouveau.

Les policiers n'éveillent aucune curiosité ; les deux mondes s'ignorent totalement.

Quand nous circulons dans les couloirs, des mains se tendent, des offres sont faites.

« Soldat, t'as pas une sèche ? Ton mégot, donne-le moi. Tu pourras t'en acheter quand tu sortiras. Moi, ça fait quatre jours que je n'ai pas fumé ».

Un billet de banque, des pièces

LE PEUPLE DES BIDONVILLES DESCENDU SUR LES BOULEVARDS

Georges Mattei fut un des rares français, en dehors de la police, à disposer assez rapidement d'une vue d'ensemble sur les événements du 17 octobre. Militant clandestin dans les réseaux de soutien à la résistance algérienne, il avait été chargé deux jours auparavant par la fédération de France du FLN de mettre en place en divers points de la capi-

silencieux qui occupaient la ville.

La horde des « bougnoules, des rats, des bicots, des biques, des troncs, des melons » avait mis ses vêtements du dimanche et se taisait, étonnée d'être parvenue jusque là, « manifestant » par sa seule présence.

Les radios de la police grésillaient, annonçant la nouvelle dans les commissariats et les voitures de patrouille : les bougnoules sont là ! Quelqu'un inventa qu'ils étaient armés et qu'il y avait déjà une dizaine de morts par balles du côté des forces de l'ordre.

Quand j'arrivai boulevard Bonne Nouvelle des coups de feu claquaient, les manifestants couraient vers la Porte Saint-Denis, la peur marquait les visages. Plus tard, quand je pus passer



Photo DR

française ! Etait-il syndiqué le chauffeur de panier à salade improvisé ? Etaient-ils syndiqués les chauffeurs de bus qui venant de Nanterre et de Puteau avec leur plein d'Algériens endimanchés faisaient des appels de phare Porte Maillot pour signaler leur cargaison de bougnoules à leurs collègues casqués ?

Quand je retrouvai Marthe, Pierre, Monique et les autres dans un café près de la Place du Trocadéro, leurs voix étranglées par l'émotion racontaient les costumes du dimanche, les épaules trempées, les cris, les coups de crosse, les jambes et les bras cassés, les crânes cabossés, le sang, les barres de fer et puis surtout ces doigts énormes qui désignaient les victimes aux flics.

Cette nuit-là, la majorité des

avec tous les blessés graves, mais en ce domaine non plus rien de très précis n'est prévu ; en principe, ce sont les cars de la police qui se chargent du transport depuis le Parc jusqu'aux hôpitaux civils ou militaires, mais la liaison service de santé-police n'est pas bonne ; quatre ou cinq véhicules sanitaires devraient veiller en permanence à l'entrée du Parc ; il n'y en a pas un seul ; c'est pourquoi nous sommes tellement encombrés ici. Et puis nous aimerions bien savoir ce que deviennent les blessés dont nous ignorons même le nom. Un simple registre d'infirmerie ne serait pas inutile ».

la distribution des repas

Entre les premiers parcs et le porche d'entrée, deux camions militaires viennent de s'arrêter. Des soldats en sont descendus et s'occupent à les décharger. L'un des camions contient la nourriture des prisonniers, l'autre des couvertures et des capotes militaires. Il fait froid ; et les Algériens, peu vêtus au moment de leur arrestation, remontent frileusement leur col de veste ou de manteau ; cela ne suffit pourtant pas, la nuit, et les couvertures sont les bienvenues. Mais leur nombre est insuffisant. Et puis les premières n'ont été apportées que jeudi matin.

Les soldats, le camion déchargé, s'affairent à préparer les sandwiches qu'ils disposent dans de grandes paniers métalliques. Ils sont cinquante à soixante, très occupés. « Nous arrivons le matin, vers huit heures, et nous commençons immédiatement la distribution de café chaud ; un morceau de pain et un carré de chocolat complètent le petit-déjeuner. Nous ne finissons jamais avant midi ou une heure. Nous recommençons alors par les premiers servis le matin et nous leur donnons un sandwich au « sin-

porte ».

Plusieurs avouent :

« Nous en avons assommés et fusillés en douce ».

Pour être juste, nous devons ajouter que tous les policiers ne font pas preuve de la même hargne. C'est de loin la police parisienne qui tire le plus de satisfaction du matraquage et des sévices exercés sur les Algériens. Les C.R.S., quoique brutaux, se montrent plus discrets et reconnaissent volontiers que les policiers ont, cette fois-ci, nettement dépassé la mesure. L'un d'entre eux ira jusqu'à dire que « si les attentats redoublent de violence sur les commissariats parisiens, ils ne l'auront pas volé ».

Cette opinion prévaudra samedi matin parmi les sentinelles qui commencent à redouter une riposte à venir et, dans l'immédiat, un mouvement de masse des détenus devant lesquels ils commencent à se sentir désarmés, physiquement isolés dans les travées étroites, et moralement touchés par la misère accumulée durant ces cinq jours de détention. Le mercredi, tous les policiers chargeaient les Algériens au moindre cri ; samedi, ils restent indifférents. Ils disent avoir peur de cette foule qui commence à sortir de sa prostration. Nous

apparaissent dans les mains tendues : « Je te donne cinq cents francs pour une cigarette. Allez, soldat ; t'en as bien une au fond de tes poches. Je sais ce que c'est, je viens de finir mon service militaire ». Toujours un sourire bienveillant sur les visages et de gentils remerciements lorsque la cigarette apparaît enfin.

Ils nous racontent :

« Je suis en France depuis 1937 ; je suis marié à une Française ; j'ai deux enfants ; j'ai fait la guerre 1939-40 ; que me veut-on encore ? Tu crois que c'est humain, ce que les policiers nous ont fait ? ».

« Quand je rentrerai, le patron va me mettre à la porte ; ma femme, mes enfants, que vont-ils manger ? ».

« Ça ne peut pas durer ; qu'ils nous tuent tous ! ».

« Au commissariat, ils nous ont enfermés dans une petite pièce, puis arrosés ; nous sommes restés toute la nuit debout, avec de l'eau jusqu'aux mollets ; le lendemain, ils nous ont amenés ici ».

Et tout cela sur un ton dépourvu de haine. Ils donnent l'impression de poser des questions et non de raconter des faits qui les concernent.

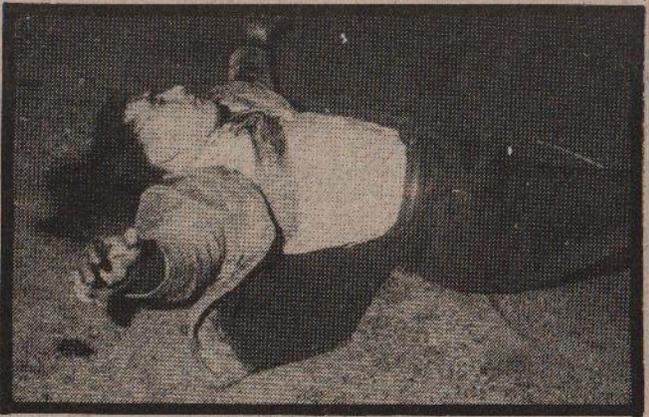


Photo Dalmas/SIPA

tales des observateurs. Il raconte ci-dessous la honte de ces militants français.

Nous allons descendre dans la rue le 17 octobre, contre le couvre-feu qui oblige nos frères à se terrer chez eux. C'est une question de dignité ».

Je marchais rue de Rennes en compagnie de Mohamedi, nous nous dirigeons lentement vers la gare Montparnasse qui se trouvait encore à sa place dans son décor 1900. Il y a de cela presque vingt ans.

Mohamedi m'exposa le plan de la Fédération de France du FLN et me demanda de trouver une dizaine de camarades pour les placer en observateurs et en témoins aux différents points prévus pour la manif.

Le 17 octobre, cherchons bien dans nos mémoires, le 17 octobre 1961, il ne s'est rien passé, cette date a été rayée, niée, oubliée, rejetée de notre histoire.

Il était huit heures du soir, une petite pluie fine faisait briller l'asphalte dans l'obscurité qui enveloppait déjà la ville.

Ils ont surgi par surprise des bouches du métro Concorde, Saint-Michel, Opéra, Bonne-Nouvelle, Etoile. En dix minutes la ville était prise, trente mille, cinquante mille, c'était le peuple des bidonvilles, les clients des chambres surpeuplées des marchands de sommeil, ceux qu'on n'invite jamais, l'armée pacifique des opprimés qui protestait en silence contre le couvre-feu qui leur était imposé après huit heures du soir.

Dans les queues devant les cinémas, aux terrasses des cafés, sur les trottoirs, les Parisiens regardaient, stupéfaits, ces hommes, ces femmes et ces enfants

devant le Rex, je vis que la pluie n'avait pas encore dilué les tâches de sang sur le trottoir. Je ne savais pas que c'était celui des premiers morts de cette longue nuit de la haine et de la honte.

par Georges Mattei

Les cars bondés de sbires déversaient leur cargaison de brutes casquées et bottées, le fusil à la main. La police parisienne s'organisait pour la plus grande chasse au faciès de notre génération. Gueulant des insultes, distribuant les coups de matraque et les coups de crosse, avec méthode, les policiers ratisaient les rues de la ville, canalisant, regroupant et rassemblant tout ce qui ressemblait à un arabe.

Et le peuple de Paris ? L'arrivée des forces de l'ordre le sortit de sa stupeur, exorcisant sa peur, libérant sa haine raciste. Dans leur soulagement, des hommes et des femmes se transformèrent en auxiliaires de la police, montrant du doigt les fuyards.

—Par ici Monsieur l'agent, j'en ai vu un entrer dans l'immeuble.

Aux terrasses des cafés on rigolait comme au spectacle.

Place de l'Etoile des centaines d'hommes, les bras en l'air, immobiles sous la pluie attendaient sursautant sous les coups de crosse, les paniers à salade et les bus de la RATP qui les conduisaient en convoi vers le Parc des Expositions de la Porte de Versailles.

Était-ce Paris à l'heure allemande ? Le Parc des Expositions où allaient s'entasser plus de 10.000 algériens n'était pas le Vel d'Hiv et les bus de la RATP n'étaient pas les bus de la TCRP.

Non ! C'était Paris à l'heure

parisiens et leur police ne pouvaient pas pardonner la peur qu'ils avaient eue. Ils venaient d'inventer un mot français : ratonnade, pour traduire du russe le mot pogrom !

Deux jours plus tard, je rencontrai Mohamedi. Nous avions rendez-vous à la sortie du métro Saint-Placide.

Ostensiblement, il m'appela Frère. Nous marchâmes en silence, il y avait entre nous la nuit du 17 octobre pesante, effrayante de conséquences. Puis il commença de sa voix ourlée.

« Tu as vu les travailleurs de France. Tu les as vus ? Et la Gauche, tu l'as vue ? »

Il n'y avait rien à répondre, c'était notre problème, j'avais vu les doigts se tendre et je n'avais pas vu la Gauche.

Ensuite, il me fit le récit de l'horreur raciste de la nuit, ce que je ne savais pas encore, les exécutions sommaires dans les commissariats, dans les cars, les algériens balancés dans la Seine, les cadavres qui descendaient le fleuve du côté de Puteau, la découverte de corps mutilés dans les bois aux alentours de Paris. La Fédération de France du FLN dénombrerait plusieurs centaines de morts et de disparus.

Le 8 février de l'année suivante, ce fut Charonne et ses 8 morts. Un demi-million de Parisiens accompagnèrent les cercueils des victimes.

J'étais sur le trottoir avec Mohamedi, près de la Bastille, la foule énorme grossissait, envahissant les boulevards usés par la connerie des manifs incantatoires.

Le 13 février 1962 on enterrait non pas les 8 victimes des Brigades Spéciales mais on enterrait le 17 octobre 1961. Notre mémoire avait fait son choix. Charonne !

Notre présent est tout entier dans ce choix, l'oubli de cette faiblesse de la cervelle, qui nous interroge.

Libération, le 17 octobre 1980

BIDONVILLES DESCENDU SUR LES BOULEVARDS



Photo DR

Georges Mattei fut un des rares français, en dehors de la police, à disposer assez rapidement d'une vue d'ensemble sur les événements du 17 octobre. Militant clandestin dans les réseaux de soutien à la résistance algérienne, il avait été chargé deux jours auparavant par la fédération de France du FLN de mettre en place en divers points de la capitale des observateurs. Il raconte ci-dessous la honte de ces militants français.

silencieux qui occupaient la ville.

La horde des « bougnoules, des ratons, des bicots, des biques, des troncs, des melons » avait mis ses vêtements du dimanche et se taisait, étonnée d'être parvenue jusque là, « manifestant » par sa seule présence.

Les radios de la police grésillèrent, annonçant la nouvelle dans les commissariats et les voitures de patrouille : les bougnoules sont là ! Quelqu'un inventa qu'ils étaient armés et qu'il y avait déjà une dizaine de morts par balles du côté des forces de l'ordre.

Quand j'arrivai boulevard Bonne Nouvelle des coups de feu claquaient, les manifestants couraient vers la Porte Saint-Denis, la peur marquait les visages. Plus tard, quand je pus passer devant le Rex, je vis que la pluie n'avait pas encore dilué les tâches de sang sur le trottoir. Je ne savais pas que c'était celui des premiers morts de cette longue nuit de la haine et de la honte.

par Georges
Mattei

Les cars bondés de sbires déversaient leur cargaison de brutes casquées et bottées, de futes à la main. La police parisienne s'organisait pour la plus grande chasse au faciès de notre génération. Gueulant des insultes, distribuant les coups de matraque et les coups de crosse, avec méthode, les policiers ratisaient les rues de la ville, canalisant, regroupant et rassemblant tout ce qui ressemblait à un arabe.

Et le peuple de Paris ? L'arrivée des forces de l'ordre le sortit de sa stupeur, exorcisant sa peur, libérant sa haine raciste. Dans leur soulagement, des hommes et des femmes se transformèrent en auxiliaires de la police, montrant du doigt les fuyards.

— Par ici Monsieur l'agent, j'en ai vu un entrer dans l'immeuble.

Aux terrasses des cafés on rigolait comme au spectacle.

Place de l'Etoile des centaines d'hommes, les bras en l'air, immobiles sous la pluie attendaient sursautant sous les coups de crosse, les paniers à salade et les bus de la RATP qui les conduisaient en convoi vers le Parc des Expositions de la Porte de Versailles.

Était-ce Paris à l'heure allemande ? Le Parc des Expositions où allaient s'entasser plus de 10.000 algériens n'était pas le Vel d'Hiv et les bus de la RATP n'étaient pas les bus de la TCRP.

Non ! C'était Paris à l'heure

française ! Était-il syndiqué le chauffeur de panier à salade improvisé ? Étaient-ils syndiqués les chauffeurs de bus qui venant de Nanterre et de Puteau avec leur plein d'Algériens endimanchés faisaient des appels de phare Porte Maillot pour signaler leur cargaison de bougnoules à leurs collègues casqués ?

Quand je retrouvai Marthe, Pierre, Monique et les autres dans un café près de la Place du Trocadéro, leurs voix étranglées par l'émotion racontaient les costumes du dimanche, les épaules trempées, les cris, les coups de crosse, les jambes et les bras cassés, les crânes cabossés, le sang, les barres de fer et puis surtout ces doigts énormes qui désignaient les victimes aux flics.

Cette nuit-là, la majorité des Parisiens et leur police ne pouvaient pas pardonner la peur qu'ils avaient eue. Ils venaient d'inventer un mot français : ratonnade, pour traduire du russe le mot pogrom !

Deux jours plus tard, je rencontrai Mohamedi. Nous avions rendez-vous à la sortie du métro Saint-Placide.

Ostensiblement, il m'appela Frère. Nous marchâmes en silence, il y avait entre nous la nuit du 17 octobre pesante, effrayante de conséquences. Puis il commença de sa voix ourlée.

— Tu as vu les travailleurs de France. Tu les as vus ? Et la Gauche, tu l'as vue ?

Il n'y avait rien à répondre, c'était notre problème, j'avais vu les doigts se tendre et je n'avais pas vu la Gauche.

Ensuite, il me fit le récit de l'horreur raciste de la nuit, ce que je ne savais pas encore, les exécutions sommaires dans les commissariats, dans les cars, les algériens balancés dans la Seine, les cadavres qui descendaient le fleuve du côté de Puteau, la découverte de corps mutilés dans les bois aux alentours de Paris. La Fédération de France du FLN dénombrerait plusieurs centaines de morts et de disparus.

Le 8 février de l'année suivante, ce fut Charonne et ses 8 morts. Un demi-million de Parisiens accompagnèrent les cercueils des victimes.

J'étais sur le trottoir avec Mohamedi, près de la Bastille, la foule énorme grossissait, envahissant les boulevards usés par la connerie des manifs incantatoires.

Le 13 février 1962 on enterrait non pas les 8 victimes des Brigades Spéciales mais on enterrait le 17 octobre 1961. Notre mémoire avait fait son choix. Charonne !

Notre présent est tout entier dans ce choix, l'oubli de cette faiblesse de la cervelle, qui nous interroge.

... nous pénétrons dans nous n'avons distingué la grande foule silencieuse de détenus pressés contre, figés dans une immobilité absolue. De temps en temps une sentinelle se précipite et voit le groupe refluer, sans bousculade, de menace de la crosse levée, au mouvement de celle-ci la menace écartée, revenant dans le même silence, se place sans qu'une place soit ouverte.

... les parcs, ils sont entassés, barbus, les vêtements couverts de poussière, et de sang séché, des yeux ou des mouchoirs hâtivement posés sur les plaies, ensanglantés. Aucun bruit, sinon un murmure confus de parangées à voix basse et râclant le sol. Parfois, un mouvement, puis le silence.

... policiers n'éveillent aucune curiosité ; les deux mondes se regardent et se taisent.

... nous circulons dans les rues, des mains se tendent, des regards se croisent.

... t, t'as pas une sèche ? Donne-moi. Tu t'en achète quand tu achètes ? Moi, ça fait quatre jours que j'ai pas fumé ».

... et de banque, des pièces de cent dans les mains tendues. Je te donne cinq cents pour une cigarette. Allez, t'en as bien une au fond de ta poche. Je sais ce que tu viens de finir mon militaire ». Toujours un peu bienveillant sur les visages, des gentils remerciements et une cigarette apparaît en main.

... nous racontent :

... suis en France depuis dix ans, j'ai un marié à une Française, j'ai deux enfants ; j'ai servi pendant la guerre 1939-40 ; que me demandes-tu encore ? Tu crois que je suis un lâche, ce que les policiers te font ? ».

... quand je rentrerai, le patron va me remettre à la porte ; mais mes enfants, que vont-ils faire ? ».

... ne peut pas durer ; qu'ils se taisent tous ! ».

... commissariat, ils nous ont fermés dans une petite cellule, nous sommes restés toute la nuit debout, l'eau jusqu'aux mollets ; mais, ils nous ont amenés dans une cellule.

... et cela sur un ton dépouillé. Ils donnent l'impression de poser des questions et de raconter des faits qui les intéressent.

Nous allons descendre dans la rue le 17 octobre, contre le couvre-feu qui oblige nos frères à se terrer chez eux. C'est une question de dignité ».

Je marchais rue de Rennes en compagnie de Mohamedi, nous nous dirigeons lentement vers la gare Montparnasse qui se trouvait encore à sa place dans son décor 1900. Il y a de cela presque vingt ans.

Mohamedi m'exposa le plan de la Fédération de France du FLN et me demanda de trouver une dizaine de camarades pour les placer en observateurs et en témoins aux différents points prévus pour la manif.

Le 17 octobre, cherchons bien dans nos mémoires, le 17 octobre 1961, il ne s'est rien passé, cette date a été rayée, niée, oubliée, rejetée de notre histoire.

Il était huit heures du soir, une petite pluie fine faisait briller l'asphalte dans l'obscurité qui enveloppait déjà la ville.

Ils ont surgi par surprise des bouches du métro Concorde, Saint-Michel, Opéra, Bonne-Nouvelle, Etoile. En dix minutes la ville était prise, trente mille, cinquante mille, c'était le peuple des bidonvilles, les clients des chambres surpeuplées des marchands de sommeil, ceux qu'on n'invite jamais, l'armée pacifique des opprimés qui protestait en silence contre le couvre-feu qui leur était imposé après huit heures du soir.

Dans les queues devant les cinémas, aux terrasses des cafés, sur les trottoirs, les Parisiens regardaient, stupéfaits, ces hommes, ces femmes et ces enfants